

ANALYSE DU PARTI COMMUNISTE BRÉSILIEN

Comité central du PCB (Parti Communiste Brésilien)

" Malgré la croissance ces derniers jours d'une vague démocratique d'opposition à la menace posée par la candidature fasciste, l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence de la République a été confirmée. La société brésilienne est confrontée à un nouveau stade de domination capitaliste dans notre pays. Le cycle de la conciliation de classe a été vaincu et une nouvelle phase de la politique brésilienne commence désormais.

Comme l'atteste l'approbation d'un décret présidentiel créant un Groupe de travail national chargé de réprimer les organisations qui "affrontent l'État brésilien et ses institutions", laissant ainsi la voie à la criminalisation généralisée des mouvements sociaux et des organisations de gauche, Temer gouvernait déjà sous les ordres de Bolsonaro.

Les invasions arbitraires d'universités menées par des agents fédéraux et des représentants de la Justice Électorale, combinées à des actions brutales contre la presse de gauche (comme la perquisition du journal Jornal de Fato) et contre les entités qui menaient des assemblées et des activités contre le fascisme, démontrent que nous vivons déjà dans un état d'exception, qui considère qu'une position politique claire en faveur de la libre circulation des idées et des libertés démocratiques est un crime.

La période entre l'annonce du résultat des élections et l'investiture du nouveau dirigeant peut représenter une grave menace pour la classe ouvrière, les femmes, les Noirs et les Noires, les indigènes, les LGBT, les Immigrés, les habitants du Nordeste, les organisations sociales et politiques de gauche, les syndicats, et surtout pour les communistes.

Il existe des risques réels que la haine et la violence déjà employées pendant la campagne électorale et ayant provoqué des agressions physiques et causé plusieurs morts, soient davantage diffusées par les hordes fascistes encouragées par le clan Bolsonaro et ses partisans.

En outre, de nouvelles attaques contre le droit du travail, les services publics, la souveraineté nationale et les droits démocratiques pourront être menées par un gouvernement et un congrès moribonds souhaitant rendre service au nouveau chef.

Le gouvernement Bolsonaro sera un gouvernement fondé sur la conjugaison entre des forces réactionnaires, parmi lesquelles se trouvent des secteurs importants des forces armées, un Congrès plus conservateur que l'actuel et une Justice sous contrôle. Nous avons pu le constater lors de la campagne électorale du second tour, lorsque diverses allégations d'irrégularités et de crimes commis par le candidat victorieux, telles que la "caisse noire" utilisée pour financer un flot de fake news et de propagande fasciste en tout genre sur Whatsapp, ces accusations ont tout simplement été ignorées par les instances suprêmes de la Justice brésilienne.

Nous serons confrontés à un état d'exception institutionnalisée, fortement militarisée, avec le soutien de groupes paramilitaires fascistes et le soutien social obtenu par la propagande idéologique anticommuniste et antidémocratique qui se manifeste dans divers secteurs de la société.

Bolsonaro, pour se faire élire, a construit une base sociale de soutien à ses idées et ses propositions néo-fascistes, appartenant aux couches supérieures de la bourgeoisie et aux classes moyennes.

Grâce à un stratagème mafieux de propagande frauduleuse financée par de grands hommes d'affaires et diffusée par des groupes ultraconservateurs, à la tête de pasteurs sans scrupules d'églises néo-pentecôtistes, il a réussi à répandre l'irrationalité et la haine et à captiver le cœur et l'esprit des couches populaires et de la classe ouvrière. Ils ont réussi à faire croire que le plus grand mal à combattre au Brésil était la corruption du PT, comme si ce parti avait inventé la corruption, phénomène systémique dans le capitalisme, et qui s'était déjà produite à grande échelle, y compris pendant les gouvernements militaires nés du coup d'État de 1964, mais la censure, la terreur et la peur ne permettaient pas à l'époque ni de la rendre publique, ni de la punir.

Le nouveau gouvernement va approfondir les mesures de criminalisation des mouvements sociaux, de l'activisme social et politique de toutes les tendances et de la gauche en particulier. Il va vouloir faire avancer le processus de privatisations de l'État, la subordination aux intérêts de l'impérialisme américain et la livraison de notre richesse nationale, comme l'a annoncé le nouveau président lors de la campagne, en affirmant que " l'Amazonie n'est pas à nous".

S'il met effectivement en œuvre ce qu'il a promis pendant la campagne électorale, Bolsonaro entend accélérer le retrait des droits civils, politiques, sociaux et du travail, détruire le système unifié de santé pour favoriser les grandes entreprises qui gèrent des plans de santé privés, privatiser l'enseignement public, introduire des cours à distance pour l'école primaire, en plus de lancer par la loi le célèbre projet de "l'École sans parti", c'est-à-dire, l'École bâillonnée.

Le fascisme brésilien est en marche, mêlant des caractéristiques du fascisme traditionnel - comme le recours à la violence contre la gauche et le mouvement ouvrier organisé, la haine de la raison, de la culture et du savoir, l'utilisation de symboles et slogans xénophobes, une idéologie ultra conservatrice dans tous les domaines - avec un modèle économique ultralibéral et basé sur les privatisations. Mais ils ne jouent pas seuls. Une grande partie de la population brésilienne a rejeté le vote pour le candidat du PSL.

C'est pourquoi il est nécessaire d'organiser la résistance, qui sera dure et difficile, mais qui tendra à grandir dès que les gens qui ont cru en ce projet réaliseront qu'ils ont été trompés sans scrupules.

Il est nécessaire que toutes les forces populaires et démocratiques s'unissent immédiatement autour de la construction d'un large front antifasciste qui mobilise les différents couches sociales insatisfaites de l'élection de Bolsonaro et celles qui verront leurs droits affectés par les attaques à venir.

Au sein du front démocratique antifasciste (qui doit rassembler des mouvements, partis et entités représentatifs d'un large éventail de forces démocratiques, progressistes et même libérales), et surtout dans les luttes populaires et dans le mouvement syndical et ouvrier, il faut d'abord renforcer l'unité des organisations politiques et sociales anticapitalistes et anti-impérialistes à travers le Brésil. Seule la classe ouvrière organisée vaincra le fascisme ! "

Oser lutter, oser vaincre !